

tenue sous la présidence de Madame TRIOLET, assisté(e)
de Madame FOULON et Monsieur BUISSON, Conseillers
En présence de Madame PORTES, Rapporteuse publique
Madame DANGENG, Greffière

09 heures 50

01)	DOSSIER N° 2303001	RAPPORTEUR: Monsieur Bertrand BUISSON
Titre de l'affaire	M.Anthony Olivier L. demande l'annulation de la décision n°D2300997/ARM/SGA/DAJ/CX/BCFM/CP lui refusant la protection fonctionnelle et la décision n°D 2301654/ARM/SGA/DAJ/X/BCFM/CP rejet du RAPO de la Commission des Recours des Militaires (CRM).	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur L. Anthony Olivier	Maître MARKHOFF Pascal
Défendeur	MINISTÈRE DES ARMÉES	
02)	DOSSIER N° 2302983	RAPPORTEUR: Monsieur Bertrand BUISSON
Titre de l'affaire	M.T. conteste la non prise en compte d'activité professionnelle antérieure (reprise d'ancienneté) dans son arrêté de titularisation.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur T. Damien Jean	Monsieur T. Damien Jean
Défendeur	MINISTÈRE DE LA JUSTICE	
03)	DOSSIER N° 2302099	RAPPORTEUR: Monsieur Bertrand BUISSON
Titre de l'affaire	Mme Géraldine C. demande au tribunal d'annuler la décision implicite de rejet, née du silence gardé par le préfet de Zone de défense et de sécurité Sud sur sa demande indemnitaire d'un montant de 15 597,43 euros en réparation des préjudices physique et moral suite à l'accident de service survenu le 9 avril 2022	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame C. Géraldine	Maître BEDOURET Elodie (Cour)
Défendeur	PRÉFECTURE DE LA ZONE DE DÉFENSE	

09 heures 50

04)	DOSSIER N° 2302607	RAPPORTEUR: Monsieur Bertrand BUISSON
Titre de l'affaire	M. Pascal C. demande l'annulation de la décision prise par le Centre Ministériel de Gestion (CMG) de Bordeaux le 20/09/2023 tendant au recouvrement d'un trop perçu de rémunération pour un montant de 250 €	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur C. Pascal	Monsieur C. Pascal
Défendeur	MINISTÈRE DES ARMÉES	
05)	DOSSIER N° 2201176	RAPPORTEURE: Madame Céline FOULON
Titre de l'affaire	M. Patrick T. demande au tribunal d'annuler l'arrêté en date du 1er avril 2022 pris par le secrétaire général de la direction interrégionale des services pénitentiaires de Bordeaux portant cessation de fonctions suite à l'avis de mise à la retraite pour invalidité non imputable au service	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur T. Patrick	Monsieur T. Patrick
Défendeur	MINISTÈRE DE LA JUSTICE	
06)	DOSSIER N° 2302198	RAPPORTEURE: Madame Céline FOULON
Titre de l'affaire	M. Patrice P. demande au tribunal d'annuler la décision de demi-traitement à titre conservatoire en date du 10 mars 2020 prise par le ministre de la justice le plaçant pour une durée indéterminée à demi-traitement sans les primes à compter du 17 septembre 2015	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur P. Patrice	Maître MARCEL Jean-William (Cour)
Défendeur	MINISTÈRE DE LA JUSTICE	

Arrêté le 13/04/2026

Le président du tribunal